

À la suite d'un conflit entre le gouvernement et la population, qui a atteint son apogée à la place Tiananmen en 1989, le gouvernement est revenu à des contrôles plus stricts. Cependant, depuis le début des années 90, la société chinoise devient de plus en plus pluraliste.

Depuis le milieu de 1993, la Chine concentre ses efforts pour contrer la surchauffe de l'économie où l'inflation dépasse 10 % et la réglementation du système financier laisse à désirer. En novembre 1993, les participants à la séance plénière annuelle de planification du parti communiste ont réclamé qu'on établisse une économie de marché moderne axée sur les entreprises en procédant à une réforme des secteurs des banques, du fisc, de la planification et de l'investissement. La résolution adoptée en séance plénière a déterminé les jalons d'une «économie de marché socialiste», mais elle n'a pas résolu les problèmes liés à la régularisation et à la répartition des taxes et impôts ni atténué les disparités croissantes au titre du revenu entre les régions ainsi qu'entre les secteurs urbains et ruraux.

Toutefois, fondamentalement, le régime politique chinois n'est pas assez souple pour s'adapter aux changements sociaux et aux tensions politiques qui se produiront si toutes les propositions adoptées à la séance plénière de 1993 sont mises en oeuvre. Donc, pour faire face aux impératifs du prochain siècle, les dirigeants du pays doivent déterminer les éléments qui constituent à leur avis les caractéristiques les plus essentielles du régime politique actuel de la Chine et se demander comment en arriver à un équilibre entre ces dernières et les besoins constants du pays en matière de capitaux étrangers, de technologie et d'aide au développement.